

Les subsides

Mme Copps: C'est exact.

M. Blenkarn: C'est une accusation de grave inconduite qu'elle porte contre ces ministres à propos des activités financières du gouvernement. Il vaudrait peut-être mieux qu'elle envisage de la retirer, car c'est une accusation qui est loin d'être acceptable au Parlement. Je pense que cela appelle une décision.

M. le vice-président: Cette interprétation des paroles de la députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps) est une interprétation possible. Je suis toutefois certain que ce n'est pas ce que voulait dire la députée, et ce n'est pas ainsi que la présidence l'a interprété.

M. King: Demandez-lui ce qu'elle voulait dire.

Mme Copps: On me demande ce que je veux dire. On réunit les grandes entreprises de courtage du Canada pour essayer de sauver une entreprise privée au moment même où le ministre se livre avec ces entreprises à des transactions de l'ordre de 20 millions de dollars concernant la CDC, Canadair, de Havilland, Eldorado et Teleglobe.

Le gouvernement a décidé de se laver les mains de la responsabilité des ministres et laisse entendre que M. Stevens a en quelque sorte été victime d'un procès injuste de la part de l'opposition. C'est une absurdité monumentale. Nous avons la responsabilité dans le cadre des institutions parlementaires de veiller à ce que les ministres de la Couronne ne se servent pas de leurs privilèges ministériels pour réaliser des gains personnels et privés. Le gain privé et personnel a été démontré à l'évidence dans le prêt sans intérêt consenti à une société dont M. Stevens est l'actionnaire majoritaire. Si des députés du parti ministériel contestent les faits qui ont été exposés à la Chambre, je les prie instamment de le dire. Sinon, les faits parlent d'eux-mêmes.

Nous parlons de l'offre d'actions de la CDC dans laquelle plus de 23 millions d'actions de sociétés canadiennes se sont vendues \$11.50 chacune. Nous parlons de la vente de la société de Havilland, d'un enchevêtrement d'entreprises où les principaux intéressés, y compris le ministre, étaient mêlés, non seulement à la vente de la société, mais aussi à son évaluation.

La situation est plutôt étrange dans le cas de Canadair où M. Stevens, par la CDIC, engage pour l'évaluer une entreprise qui est en même temps représentée au conseil d'administration d'une autre qui a l'intention de soumissionner pour l'achat de ces actifs.

Nous parlons de transactions d'intéressés poussées à l'extrême. Nous parlons d'un enchevêtrement de sociétés que le ministre et le gouvernement ont tissé par les nominations à la CDIC et par leurs propres projets d'aliénation. A la lumière de toutes les questions qui ont été soulevées, il me semble . . .

[Français]

La privatisation, par exemple, de la Canadair, est-ce qu'on pense vraiment que le gouvernement est prêt maintenant à donner à qui que ce soit une chance égale pour acheter cette entreprise? Pas du tout, monsieur le Président, parce qu'on sait que c'est monsieur l'ancien ministre qui a nommé la compagnie qui a jugé, qui a évalué le prix de cette compagnie, en même

temps qu'un des dirigeants de la compagnie évaluant devrait mettre de sa part, du directeur de Magna qui va faire une demande pour acheter la compagnie.

Et je pense à toutes ces questions maintenant auxquelles n'a pas répondu le premier ministre (M. Mulroney) parce qu'il refuse même de faire face à la crise qui confronte le gouvernement. Je pense que tous les mouvements de privatisation devraient être annulés aujourd'hui, pour qu'au moins on ait la chance de les regarder de plus près dans un comité parlementaire.

[Traduction]

Les projets de privatisation que le ministre a mis en marche apparaissent clairement comme un tissu de transactions d'intéressés. Le député de York-Centre (M. Kaplan) a posé des questions à propos de la vente de la société de Havilland. Les députés gouvernementaux ont demandé quel était le rapport avec de Havilland. Nous savons, en fait, que de Havilland a été vendue à prix d'aubaine et nous devons en demander les raisons. Pourquoi le gouvernement vend-il Téléglobe? Cette société rapporte des bénéfices aux Canadiens. Pourquoi le gouvernement demande-t-il à une société qui est intéressée à acheter Canadair, par l'intermédiaire d'un administrateur, d'établir ce que vaut Canadair? C'est pousser les transactions d'intéressés à l'excès et il est évident que les personnes que le gouvernement a chargées d'évaluer le processus de privatisation, par l'entremise de la CDIC, sont liées à trop de marchés, trop d'appels d'offres pour effectuer une évaluation objective.

La seule façon de remédier à tout cela c'est de suspendre immédiatement toute privatisation et d'attendre de nous être livrés à un examen approfondi de la question au Parlement pour vendre Canadair, Téléglobe et ses autres sociétés. Par exemple, pourquoi le ministre a-t-il modifié les règles du jeu au milieu de la partie pour l'offre d'achat des actions de la CDC? Pourquoi a-t-il changé la définition de l'«associé» de façon à permettre à Brascan, l'une des sociétés en cause, qui était représentée majoritairement au conseil d'administration de la CDIC, de devenir le principal actionnaire de la CDC?

Des millions sinon des milliards sont en jeu. Le gouvernement a payé au moins vingt millions de dollars à deux maisons de courtage, Burns Fry et Dominion Securities Pitfield, qui ont joué un rôle très important dans le processus de privatisation. Nous voulons la réponse à ces questions et le premier ministre doit dire clairement, pour la gouverne de tous les Canadiens, que ces événements n'auraient pas dû se produire et qu'aucun ministre n'a le droit de se servir de son épouse pour obtenir des prêts pour le compte d'une société dont il est actionnaire majoritaire.

Il est absolument ridicule de dire que nous considérons les femmes ou les conjoints comme des biens, comme le fait le vice-premier ministre. Lorsque M^{me} Stevens est allée demander ces prêts, elle l'a fait pour le compte d'une société dont son mari était principal actionnaire, dont la situation financière laissait beaucoup à désirer et qui était littéralement au bord de la faillite.